Motion d'orientation B

POETE - Pour une Ecologie des Territoires en Bretagne

Pour une Ecologie des Territoires en Bretagne
An ekologiezh war-raok e-barzh hon tiriadoù e Breizh
En Bretagne, les tensions montent
An tenderioù o kreskiñ e Breizh

Nos territoires bretons sont traversés par des problématiques spécifiques mettant au jour diverses tensions : impasse du modèle actuel intensif agro-industriel et crise dans la filière bio ; avenir de la pêche, des espaces marins et de l'océan ; accueil de quelques rares familles de réfugiés (dont des tensions artificielles sont fantasmées par l'extrême droite) ; liberté des journalistes ; avenir des productions d'énergie ; qualité et disponibilité des ressources en eau, les conséquences des bouleversements climatiques et l'effondrement de la biodiversité ; disponibilité et prix des logements pour les habitants locaux ; gestion des déchets dans plusieurs départements, etc.

Face à ce qui divise notre société, les écologistes doivent être rassemblés et rassembleurs en Bretagne. Nous souhaitons l'apaisement en interne de notre parti pour le porter dans la société bretonne et nous proposons des mesures concrètes pour cela.

Face aux tensions nous avons des priorités et des solutions
Hon diskoulmoù ha prioriezhioù e-tal an tenderioù-mañ

Nous n'avons pas le choix. Le parti doit être utile, attrayant et constituer l'incarnation politique la plus crédible et opérationnelle pour toutes les personnes conscientes des urgences environnementales et sociales. Nous devons être le lien, l'organisation politique qui fédère dans les urnes et représente dans les assemblées des collectivités territoriales les mobilisations sociales et écologiques des associations, des syndicats, des habitant.e.s et des élu.e.s qui agissent au quotidien sur le terrain.
Notre souhait est de construire et d'incarner une écologie propre à la Bretagne. Nous portons une écologie concrète, ambitieuse, sociale, populaire et victorieuse ; une écologie politique qui doit partir des territoires, ancrée à la terre, qui assume ses luttes, sa volonté de prendre le pouvoir pour changer le quotidien.

Notre projet politique est celui de la décroissance, c'est-à-dire une sortie contrôlée du productivisme, générateur de crises et de récessions. Cela veut dire que nous favorisons le

développement de toutes les activités et modèles qui protègent nos ressources, notre environnement et créent du lien (agroécologie, aides aux personnes, accès aux soins, à la culture, tourisme responsable, prix libres et sortie de la marchandisation, éducation populaire et à l'environnement, mobilités décarbonées, etc.).
Partout où nous sommes présents dans les collectivités locales mais aussi dans toutes les assemblées où nous siégeons, nous appuyons et incitons toutes les mesures qui diminuent l'empreinte écologique et nous nous opposons à tous les projets inutiles, ayant un impact écologique et socialement injustes tels que les créations et extensions de fermes-usines, les usines de méthanisation, ou encore les subventions à l'agro-industrie et à l'aérien pour ne citer que quelques exemples.

Nous voulons privilégier et dynamiser le dialogue avec toutes les organisations syndicales, économiques, associatives, citoyennes et individuelles qui s'inscrivent dans une vision sociale et écologiste et les alliances avec les partenaires politiques en accord avec nos principes fondamentaux : sobriété, ménagement des territoires, adaptation et résilience, justice sociale, reconquête de la biodiversité, démocratie délibérative, participation et formation citoyenne.
De nos alliances, notamment dans les scrutins locaux, dépendent la rupture et l'émancipation vis-à vis d'un système reposant sur la croissance économique ou sa continuité. Si nous devons rassembler, ce n'est pas pour repeindre en vert et en rose l'industrialisation, la surproduction, le gaspillage et l'extractivisme.
L'accord législatif qui a fondé la NUPÉS est une étape pour faire converger les organisations qui acceptent la perspective d'une décroissance organisée, d'un renouveau social, démocratique et institutionnel et se rassembler sur des projets, des luttes, ou des séquences électorales. Le mouvement social contre la réforme des retraites est une nouvelle période qui a consolidé l'unité indispensable pour construire collectivement un monde juste et habitable.

Resserrer les liens…
Adsevel liammoù…

Entre 2026 et 2028, il y aura cinq élections majeures : municipales – immédiatement suivies des sénatoriales – présidentielles, législatives, régionales et départementales. Nous avons trois ans pour nous y préparer, sans perdre un instant.
Cette séquence pré-électorale doit être un moment de bilans et de construction : bilan des mandats à terme, construction de projets suivant notre ligne politique radicale et post croissante ancrée dans les territoires, aide à la préparation d'accords de mandature exigeants, incitation au renouvellement des candidatures (favoriser les nouvelles, écarter celles qui conduisent à plus de deux mandats dans le temps et en même temps), organiser le lien (formations communes, commissions thématiques, rencontres…) entre élu.e.s et non-élu.e.s, encourager la poursuite du militantisme chez les élu.e.s.

Après une année de mandat au Conseil Régional nous constatons que les positions de la majorité ne sont pas en conformité avec les valeurs que nous défendons. Nous continuerons de soutenir le programme que nous avons défendu aux élections régionales et notre ligne est l'opposition résolue à la majorité sous influence de l'agro business.

Nous devons mettre toutes les chances de notre côté pour remporter des victoires autour du projet écologiste que nous portons, lors des élections municipales de 2026, dans au moins 5 villes de plus de 10 000 habitant.e.s et dans plus de 30 communes au total.
Notre objectif affiché est de doubler le nombre d'élu.e.s EELV, ou se rattachant à EELV, lors des prochaines élections municipales.

Pour cela nous devons préparer l'avenir en aidant à la création de listes écolo-citoyennes pour les prochaines élections municipales et anticiper le renouvellement des élu.e.s sortant.es ne souhaitant pas se représenter.
Un premier signal encourageant sera envoyé si nous réussissons à dépasser notre précèdent score de 16 % lors des élections européennes de 2024 sur le territoire de la Bretagne administrative.

Tout cela ne sera possible que si nous révisons notre façon de gérer les séquences électorales notamment en ravivant une Commission Consultative aux Élections, ouverte aux adhérent.e.s interessé.e.s, animée par un délégué aux élections issu du BER et un mandat du CPR.
Les relations entre les élu.e.s EELV de Bretagne et le parti doivent s'améliorer sur la base d'une meilleure répartition des tâches. Pour que le parti protège mieux ses élu.e.s, il doit mieux définir ses positions politiques sur les sujets clivants en Bretagne (agricultures, pêche, mobilités, eau, énergies, déchets, etc.). C'est une nécessité pour que nos partenaires politiques mesurent les efforts produits dans les compromis et aussi pour que nos élu.e.s puissent tenir des positions avec des arguments solides.

C'est pour cette raison que nous proposons de relancer les commissions thématiques en Bretagne. Elles auront pour objectif de proposer des positions claires qui seront votées par le CPR. Concernant les sujets brulants, les militant.e.s, les élu.e.s ainsi que les acteurices et expert.e.s seront consulté.e.s par les commissions. Les problématiques locales seront analysées sous le prisme de nos orientations et nos programmes afin de proposer des solutions concrètes et d'accompagner les campagnes militantes. Chaque commission pourra organiser des rencontres et des journées d'action une ou deux fois par an afin de retisser les liens avec les militant.e.s, associations, syndicats, collectifs de citoyens et d'habitant.e.s

Ce lien doit aussi se renforcer par la systématisation de nos relations avec les autres formations politiques, syndicats, associations, acteurs économiques, organisations représentatives et services de l'État (par exemple EELV Bretagne serait légitime à demander des rendez-vous avec le Préfet de Région pour aborder les menaces qui pèsent sur les militant.e.s écologistes).

Enfin, les Journées des Écologistes de Bretagne doivent se poursuivre à un rythme annuel et s'ouvrir à des rencontres plus politiques.

...Et améliorer notre fonctionnement
...Ha gwellaat hor mont-en-dro

Pour mettre en place ce plan d'action nous devons nous donner les moyens humains, financiers et matériels.

Notre communication externe doit être améliorée.
En premier lieu il nous faut assurer une veille et une présence sur les réseaux sociaux et tout particulièrement à destination des jeunes, créer un lien renforcé avec les organismes liés à la jeunesse. Nous étudierons l'opportunité de travailler avec un prestataire pour cette mission spécifique.

Avec la relance des commissions thématiques nous pourrons organiser des évènements et tables rondes en dehors des JEB afin de nourrir et rendre visible leur travail.
Pour cela, des moyens spécifiques seront prévus au budget régional, auquel nous pouvons ajouter le tirage de tracts à destination des groupes locaux correspondant aux campagnes thématiques nationales et régionales à la demande, la constitution d'un fond documentaire sur un site ressource, la proposition de webinaires réguliers avec des intervenant.e.s politiques, expert.e.s, associatifs et syndicaux.

Une réflexion sur la création d'un poste salarié dédié à cette animation sera initiée dès le mois de septembre 2023.

Notre communication interne doit aussi être améliorée
Nous lancerons rapidement une évaluation des outils expérimentés sur ce dernier mandat.
Une animation et une coordination dynamique des groupes locaux sera reprise sous la responsabilité d'un membre du BER.
Les liens entre les élu.e.s et le parti seront renforcés avec la poursuite de l'animation du réseau des élu.e.s, là aussi sous la responsabilité d'un membre du BER.
Nous évaluerons et ferons voter un budget pour chacun de ces axes afin d'assurer une animation salariée en soutien au travail militant.

Tout cela ne pourra se faire que si nous avons une base militante solide, engagée et diverse.
Nous devons repenser notre organisation territoriale pour mieux prendre en compte l'évolution des situations locales et mieux nous ancrer dans les territoires. Nous engagerons une réflexion sur le découpage géographique des groupes locaux, la systématisation de coordinations départementales et la possibilité de leur donner des moyens et un statut au niveau régional.
Nous devons agir pour mieux représenter la diversité de la population du territoire. Ruraux, littoraux et urbains, notamment dans les quartiers en politique de la ville, les habitant-e.s seront invité.e.s à l'élaboration de nos positions sur les problématiques auxquelles ils sont confrontés.

Celles et ceux qui sont en responsabilité d'un groupe local ou sont membres de notre mouvement depuis des années ont constaté qu'un nombre important de personnes nous rejoignent sans véritable engagement avant de repartir.
Face à ce phénomène nous devons systématiser un accueil convivial des nouveaux adhérent.e.s et initier le dialogue avec les ancien.ne.s afin de susciter un engagement plus pérenne.

De plus, un référencement des attitudes et pratiques violentes, sexistes, discriminantes ou antidémocratiques sera engagé et des régulations réparatrices et bienveillantes seront mises en œuvre.
Une formation des militant.e.s sera donc mise en place pour monter en compétence au niveau de l'accueil, de la mobilisation et de la communication.

Enfin, notre parti est engagé dans une dynamique de refondation, les États Généraux de l'Écologie. Nous devons y prendre part activement et participer à la structuration de ce nouveau mouvement de l'écologie politique plus ouvert, plus accueillant et plus fort.

Le poète se souvient de l'avenir Anonyme